

 **COPIE**



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre*

Blois, le 11 octobre 2012

Unité territoriale du Loir et Cher

**SAS Ets MENUT**

Z.I., 21 rue Jacques Coeur  
41100 Saint Ouen

Renouvellement d'agrément  
« centre VHU »

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher  
(DDCSPP / SPE)**

Copies :

- DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe :

- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant sur le renouvellement d'agrément « centre VHU ».

## 1- CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Par bordereau du 13 juillet 2012, Monsieur le Préfet du Loir-et-Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément n° PR 4100012D pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage « centre VHU » présentée par la société MENUT située 21, rue Jacques Cœur sur le territoire de la commune de Saint-Ouen.

## 2- CADRE REGLEMENTAIRE

### a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU ( « centre VHU » et broyeurs ) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

### b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

## 3- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société MENUT située 21, rue Jacques Cœur à Saint-Ouen exploite des installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral n°2009-191-5 du 10 juillet 2009 et par arrêté complémentaire n°2006.360.4 du 26 décembre 2006 valant aussi agrément « démolisseur ».

Suite aux modifications de la nomenclature des installations classées introduites par les décrets n° 2010-367 du 13 avril 2010 et n°2010-369 du 13 avril 2010, l'exploitant a formulé une demande de bénéfice d'antériorité par courrier du 30 juillet 2010 (remplaçant le courrier du 21 juillet 2010) auprès de la préfecture. L'instruction de la demande précitée a donné lieu à un courrier de la DDCSPP du 21 mars 2011 déterminant le classement suivant au regard des installations classées du site:

Rubrique*	A, D, DC **	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2712	A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface utilisée étant supérieure à 50 m²	surface	> 50	m²	9200	m²

Rubrique*	A, D, DC **	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2713.1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m²	surface	≥ 1 000	m²	10280	m²
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Capacité de traitement	≥ 10	Tonnes/jour	45	Tonnes/jour
2718.1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnés à l'article R.511.10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	Tonnage	≥ 1	tonne	6	tonnes
2714.2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³	Volume	≥ 100 et < 1000	m³	180	m³
1435.3	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3 500 m³	Volume	> 100 et ≤ 3500	m³	249	m³

(\*) Rubrique de la nomenclature ICPE

(\*\*) Régime : A : Autorisation - D : Déclaration - DC : Déclaration avec Contrôle périodique

L'exploitant n'a pas déclaré de nouveau changement de classement de ses activités depuis le 21 mars 2011.

La société MENUT reçoit des véhicules hors d'usage remis par des propriétaires, garagistes, compagnies d'assurance, etc. en provenance du Loir-et-Cher et des départements limitrophes. La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 720 VHU par an.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. L'exploitant possède un atelier de dépollution-démontage équipé notamment d'une machine à déjancer les pneumatiques.

Les VHU pris en charge directement et équipés de circuit de climatisation susceptibles de contenir des fluides frigorigènes sont dépollués sur place par l'équipe du site de Saint Pierre des Corps qui dispose d'un véhicule « trafic » et d'une station de climatisation. Cette équipe intervient en moyenne une fois par mois sur le site.

Le site emploie actuellement 56 salariés dont 3 affectés aux opérations de dépollution et démontage des VHU.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. Les VHU sont traités dans l'atelier de réparation des véhicules de flotte. Cet atelier est équipé notamment d'une fosse pour assurer la vidange des fluides par gravité et d'une machine à déjancer les roues depuis juillet 2012.

A ce titre, l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 26 décembre 2006 et arrivant à échéance le 26 décembre 2012.

#### **4- INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE MENUT**

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société MENUT a été reçu en Préfecture le 6 juillet 2012 et a été complété par des informations ou documents reçus les 29 août, 24 septembre et 1er octobre 2012.

Le dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

##### **a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement**

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'Environnement: nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination. Ainsi la demande comporte les informations suivantes:

Déchets	Quantités annuelles	Société les prenant en charge
Platin	881 tonnes	MENUT
Batteries	8736 kg	MENUT
Huiles et liquides de refroidissement	7280 litres	CHIMEREC-DELVERT
Filtres à huiles	437 kg	Ets J.MENUT
Pneumatiques	3276 pneus	BVPU

##### **b) Engagement de respecter le cahier des charges**

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

##### **c) Conformité de l'installation**

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme ECOPASS suite à une visite en date du 13 janvier 2012. Cet organisme est accrédité selon le référentiel EMAS ISO 14001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité aux dispositions du cahier des charges.

##### **d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur**

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose des infrastructures, équipements et moyens humains suivants:

- atelier pour procéder à la dépollution des VHU;
- fosse pour vidanger les fluides par gravité ;
- machine à déjancer les roues;
- cisaille pour couper les pots d'échappement en vue du recyclage des pots catalytiques;
- déplacement d'un camion équipé d'une station de fluides frigorigènes et du personnel compétent du site de Saint Pierre des Corps pour l'enlèvement des fluides frigorigènes.
- zone de stockage des VHU dépollués ;
- trois salariés affectés aux opérations de dépollution des VHU.

Par ailleurs, l'exploitant a pu justifier de ses capacités financières en transmettant les montants des trois derniers chiffres d'affaires et résultats annuels de la société. Les exercices comptables reportés dans le tableau ci dessous sont établis de Mars en Mars.

ANNEE	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Chiffre d'affaires (en M€)	19,078	25,964	30,261
Résultat (en € )	116513	119208	523830

L'entreprise a donc été bénéficiaire ces trois dernières années.

e) dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'exploitant indique atteindre un taux de réutilisation et de recyclage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 4 % de la masse moyenne des véhicules pour un taux minimum fixé à 3,5% ainsi que d'un taux de réutilisation et de valorisation de 9,18 % pour un taux minimum fixé à 5% de la masse moyenne des véhicules, par le biais d'une coopération avec les sociétés COVED et GALLOO.

Le taux de réutilisation et de recyclage de 4% est notamment atteint par le démontage des pare-chocs, réservoirs de carburants, des plastiques mono composant des moteurs, des boîtes de filtre à air et leur aspiration, des enjoliveurs, des garde boues et des plaques inférieures du compartiment moteur.

L'exploitant indique, enfin, que le taux de recyclage de part métallique du broyeur Els J.MENUT à Saint Pierre des Corps auquel sont confiés les VHU dépollués s'élève à 81,52%.

Sur la base de ces éléments, le centre VHU répond aux obligations des articles 11 et 12 de l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 en terme des taux minimums de réutilisation, valorisation et recyclage.

## 5- PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose le renouvellement de l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

## **6- CONCLUSIONS ET PROPOSITION**

Considérant :

que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012;

qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de cet arrêté;

que le rapport établi le 13 janvier 2012 par l'organisme ECOPASS n'a pas mis en évidence de non-conformité;

que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire;

que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I;

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société MENUT située 21, rue Jacques Cœur à Saint-Ouen.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

La technicienne supérieure de l'industrie et des mines

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur  
le Préfet de Loir-et-Cher,  
Pour le directeur,  
Le chef de l'unité territoriale de Loir-et-Cher